



Département de la
Seine-Maritime

Le Maire
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

Le 12 Octobre 2015

Question n° 13

Extrait du Registre des délibérations du Conseil Municipal

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	31
Nombre de Pouvoirs	1
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **13 Octobre 2015**

L'an deux mille quinze, à **dix huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du **21 Septembre 2015**, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Appel nominal :

Laurent GILLE, Nicole LANGLOIS, Valérie PAILLART, Dominique THINNES, Corinne LEVILLAIN, Olivier LARDANS, Jean-Luc GONFROY, Gilbert FOURNIER, Virginie LAMBERT, Gérard DELAHAYS, Jean-Pierre QUEMION, Philippe KWIATKOWSKI, Patricia DUVAL, Pascal LEFEBVRE, Marie-Christine BASSET, Frédéric PATROIS, Marie-Paule DESHAYES, Sophie CAPELLE, Valérie LEDOUX, Emmanuel DELINEAU, Karine LOUISET, Estelle FERRON, Stéphanie ONFROY, Alexandre MORA, Fabienne MALANDAIN, Pascal DUMESNIL, Nada AFIOUNI, Jérôme DUBOST, Nordine HASSINI, Aurélien LECACHEUR.

Excusée ayant donné pouvoir :

Martine LESAUVAGE (Pouvoir à Jérôme DUBOST).

Etait absent :

Gilles LEBRETON

Désignation du Secrétaire de séance :

Alexandre MORA est désigné Secrétaire de séance **à l'unanimité.**

REUNION DU CONSEIL MUNICIPAL DU

LUNDI 12 OCTOBRE 2015

QUESTION : n° 13

7-10

OBJET : Fiscalité - Taxe d'Aménagement - Sectorisation du taux pour les constructions sur le secteur de l'Avenue Wilson

RAPPORTEUR : Monsieur Dominique THINNES

Depuis le 1^{er} Mars 2012, la taxe d'aménagement se substitue notamment à la taxe locale d'équipement.

Les travaux de toute nature soumis à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme donnent lieu au paiement de ladite taxe par les personnes bénéficiaires de ces autorisations. Celle-ci est due pour les opérations de construction générant de la création de surface, elle est payable une fois, en 1 ou 2 versements.

- Le taux de la part communale de ce nouveau dispositif fiscal est fixé légalement à 1%.
- Les communes ont, néanmoins, la possibilité de fixer un taux supérieur pouvant aller jusqu'à 5%.

Ainsi, le Conseil municipal a décidé, par délibération en date du 17 octobre 2011, de fixer un taux de 4% sur l'ensemble du territoire de Montivilliers tout en exonérant :

- En totalité, les logements sociaux aidés par l'Etat qui ne relèvent pas du prêt locatif aidé d'intégration (étant précisé que les locaux d'habitation et d'hébergement bénéficiant d'un tel prêt sont exonérés de plein droit).
- Dans la limite de 50% de leur surface, les surfaces des locaux à usage d'habitation principale financés par un prêt ne portant pas intérêt (PTZ+)
- A hauteur de 50% de leur surface, les abris de jardin soumis à déclaration préalable.

Par ailleurs, les surfaces des constructions à usage de résidence principale inférieures à 100m² bénéficient de plein droit d'un abattement de 50%.

- Les communes ont également la possibilité de définir un taux différent selon des secteurs identifiés.

La finalité de la sectorisation :

- Anticiper la transformation du territoire et intégrer la notion de projet urbain durable.
- Permettre d'adapter la Taxe d'Aménagement à la taille, aux caractéristiques et aux politiques d'aménagement propres à chaque commune.
- Mettre en cohérence la fiscalité avec le choix d'aménagement :
 - ajuster le niveau de la ressource au montant des besoins.
 - justifier la nécessité de financer des équipements correspondant aux besoins.

Compte tenu que le secteur de l'Avenue Wilson comporte des parcelles mutables et agrégeables permettant la réalisation de programmes immobiliers (plusieurs projet en cours ou à l'étude) ; ce secteur requièrera des travaux d'équipements publics, d'infrastructures ou de superstructures nécessaires aux futurs usagers ou habitants, (renforcement des réseaux, requalification de la voirie, création de stationnements le long de la voirie, mise en place de mode doux,...).

La nécessité et l'importance de ces travaux d'adaptation de l'espace public, amènent à une réflexion sur la sectorisation de la taxe d'aménagement sur ce secteur.

● **Vu** le Code de l'Urbanisme et notamment son article L. 331-14,

● **Vu** la délibération du 17/10/2011 fixant le taux de la taxe d'aménagement sur le territoire communal,

● **Vu** la délibération du 20/10/2014 mettant à jour la liste des exonérations (cas des abris de jardin),

● **Considérant** que l'article précité du code de l'urbanisme prévoit que les communes peuvent fixer des taux différents dans une fourchette comprise entre 1% et 5%, selon les aménagements à réaliser, par secteurs de leur territoire,

Je vous propose de bien vouloir :

- instituer sur le secteur délimité au plan joint, un taux de 5 %.
- de reporter la délimitation de ce secteur dans les annexes du Plan Local d'Urbanisme (PLU) à titre d'information.
- La présente délibération accompagnée du plan est valable pour une durée d'un an reconductible.
- Elle est transmise à la Direction Départementale des Territoires au plus tard le 1^{er} jour du 2^{ème} mois suivant son adoption.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal adopte le rapport présenté ci-dessus par 31 Voix Pour et 1 Abstention (Aurélien LECACHEUR)

Ainsi délibéré, les jour, mois et an sus dits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

Le Maire,